



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Soixante-dix-septième session
Rome, 10-11 décembre 2002

CONSEIL D'ADMINISTRATION
PROCES-VERBAL DE LA SOIXANTE-DIX-SEPTIEME SESSION

TABLE DES MATIERES

CHAPITRES	PARAGRAPHES	PAGES
I. INTRODUCTION	1-2	1
II. OUVERTURE DE LA SESSION	3	1
III. DECISIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		1-11
A. Adoption de l'ordre du jour	4	1
B. Questions financières	5-17	1-4
C. Consultation sur la sixième reconstitution des ressources du FIDA	18-19	3
D. Outils de décision en matière de financement rural	20	4
E. Participation du FIDA à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés	21	4
F. Procédure d'examen de l'exposé des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP) par le Conseil d'administration	22	4-5
G. Exposés des options et stratégies d'intervention par pays	23-25	5
H. Propositions de projets/programmes présentées au Conseil d'administration pour examen	26-40	5-8
I. Propositions de dons présentées au Conseil d'administration pour examen	41-43	8-9
J. Activités prévues au titre des projets	44	9
K. Rapport intérimaire sur le Programme de reconfiguration des processus (Programme de transformation stratégique)	45	9-10
L. Rapport intérimaire sur FIDA V: Plan d'action (2000-2002)	46	10
M. Rapport intérimaire sur le Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification	47	10
N. Rapport de situation de la Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté	48	10
O. Projet d'ordre du jour provisoire et programme des activités de la session du Conseil des gouverneurs marquant le vingt-cinquième anniversaire du FIDA	49	10
P. Autres questions	50-55	10-11



	PAGES
ANNEXES	
I. Liste des participants à la soixante-dix-septième session du Conseil d'administration	13-18
II. Liste des documents soumis au Conseil d'administration à sa soixante-dix-septième session	19-21
III. Ordre du jour	22-24

PROCES-VERBAL DE LA SOIXANTE-DIX-SEPTIEME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

I. INTRODUCTION

1. La soixante-dix-septième session du Conseil d'administration s'est tenue à Rome les 10 et 11 décembre 2002. La liste des participants figure à l'annexe I.
2. Le Conseil d'administration était saisi des documents énumérés à l'annexe II.

II. OUVERTURE DE LA SESSION

3. Le Président du FIDA, M. Lennart Båge, ouvre la soixante-dix-septième session du Conseil d'administration en sa qualité de président de la réunion.

III. DECISIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A. Adoption de l'ordre du jour (point 2 de l'ordre du jour)

4. Le Conseil d'administration se penche sur l'ordre du jour provisoire (document EB 2002/77/R.1/Rev.1) et, à l'issue de son examen, adopte l'ordre du jour qui figure dans le document EB 2002/77/R.1/Rev.2. L'ordre du jour est joint en annexe III.

B. Questions financières (point 3 de l'ordre du jour)

a) État des contributions à la cinquième reconstitution des ressources du FIDA

5. Le Conseil d'administration examine l'état des contributions à la cinquième reconstitution des ressources du FIDA (document EB 2002/77/R.2 et additif), notant que les instruments de contribution déposés, y compris les versements en espèces et sous forme de billets à ordre au titre d'annonces non accompagnées d'instruments de contribution, représentent actuellement 78,5% du montant total révisé des annonces de contribution, soit environ 443,1 millions de USD. Il constate en outre que les versements reçus au titre des contributions complémentaires représentent 76,4% du montant total annoncé.

b) Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le troisième trimestre de 2002

6. Le Conseil d'administration examine le rapport du FIDA sur le portefeuille de placements pour le troisième trimestre de 2002 (document EB 2002/77/R.3) qui fait apparaître une moins-value nette de 2 millions de USD, portant ainsi le montant cumulatif des pertes enregistrées pendant les neuf premiers mois de l'année à 11 millions de USD. Le Conseil note toutefois également qu'à la suite de l'inversion de tendance annoncée à partir d'octobre, le produit cumulatif a atteint 2,5 millions de USD à la fin de novembre et devrait s'élever à 6 millions de USD en fin d'année.

7. Les administrateurs se félicitent vivement que la mise en œuvre de la nouvelle politique de placement ait été menée à bonne fin, la part des avoirs en actions ayant été ramenée de 45% à un peu moins de 10% du portefeuille global. Ils ont en outre accueilli avec satisfaction le fait que, dans l'ensemble, aucune moins-value n'ait été enregistrée sur les ventes réalisées pour réduire le pourcentage des avoirs en actions.

c) Ressources disponibles pour engagement

8. Le Conseil d'administration examine le rapport sur les ressources disponibles pour engagement (document EB 2002/77/R.4 et additif) et approuve le recours au pouvoir d'engagement anticipé (PEA) jusqu'à concurrence de 176,2 millions de USD. Il note également que compte tenu des rentrées attendues d'ici la fin de décembre, le montant total utilisé au titre du PEA atteindrait 283,2 millions de USD environ au 31 décembre 2002 au lieu de 299,0 millions comme prévu dans le Programme de travail et budget administratif pour 2002.

d) Programme de travail et budget administratif du FIDA pour 2003

9. Le Programme de travail et budget administratif du FIDA pour 2003 (document EB 2002/77/R.5) fait l'objet de commentaires élogieux de la part des administrateurs, non seulement pour la concision et la clarté du document présenté, mais aussi parce qu'il fait apparaître une corrélation explicite entre l'allocation des ressources et les priorités stratégiques. Les administrateurs ont formulé des observations précieuses tant au séminaire qui a précédé la session qu'au cours de celle-ci. Constatant avec plaisir que le nouveau processus a été bien accueilli, la direction mettra à profit les conseils formulés pour affiner et renforcer encore le processus pour l'année prochaine.

10. Le Conseil d'administration approuve le projet de programme de travail pour 2003, chiffré à 342,4 millions de DTS (450 millions de USD). Ce montant se décompose en un programme de prêts de 316,7 millions de DTS (416,3 millions de USD) et un programme de dons d'assistance technique brut (DAT) d'un montant total de 25,7 millions de DTS (33,7 millions de USD) comprenant un montant équivalant à 13,4 millions de USD transférés au Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP) et un programme de dons net de 15,4 millions de DTS (20,3 millions de USD). Le Conseil note que le montant de ce programme pourra être ajusté en 2003 selon les ressources disponibles et, à cet égard, que la limite globale prévue pour le PEA en 2003 est de 400 millions de USD.

11. Le Conseil approuve aussi un montant total de 27,6 millions de USD pour le MFDP en 2003, y compris les 13,4 millions de USD provenant du programme brut de DAT.

12. Le Conseil d'administration recommande que le Conseil des gouverneurs approuve le budget administratif chiffré à 45,2 millions de USD pour 2003, ce qui représente une croissance réelle nulle par rapport au budget de 2002. Certains administrateurs ont demandé que l'on assouplisse quelque peu cet usage de la croissance réelle nulle du budget, maintenant suivi depuis longtemps. Tout en se déclarant sensible à cette marque de confiance témoignée par le Conseil, la direction a néanmoins estimé qu'une étude plus approfondie de l'emploi des ressources internes et une évaluation de l'impact du PTS sont nécessaires avant qu'on puisse éventuellement s'écarter de ce principe.

13. Au cours du débat sur le financement de l'évaluation indépendante externe du FIDA, demandée par la Consultation sur la sixième reconstitution des ressources du FIDA lors de ses récentes délibérations, quelques préoccupations sont exprimées essentiellement sur le point de savoir si les contributions volontaires prévues pour le financement de cette évaluation seront suffisantes. Le Conseil recommande en conséquence au Conseil des gouverneurs, dans le cadre de l'examen du projet de budget administratif qui lui sera présenté, de l'autoriser à approuver tout financement supplémentaire qui pourrait se révéler nécessaire aux fins de l'évaluation après réception des contributions volontaires. Le montant correspondant figurera comme dépense extraordinaire non récurrente dans le budget de 2003.

e) La politique du FIDA relative aux ressources supplétives

14. La politique du FIDA relative aux ressources supplétives (document EB 2002/77/R.6) fournit au Conseil d'administration des informations sur les fonds supplétifs et sur l'emploi qui en est fait. Les administrateurs se félicitent de ces informations et encouragent la direction à étudier la possibilité de



fournir des renseignements sur toutes les ressources supplétives et complémentaires dans les documents futurs relatifs au programme de travail et budget administratif. Certains administrateurs préconisent l'élargissement du programme des cadres associés afin d'y inclure un plus grand nombre de cadres provenant des pays en développement. Par ailleurs, les administrateurs conviennent de l'importance de la coordination des donateurs dans l'octroi des fonds supplétifs. Certains administrateurs estiment que les fonds supplétifs sont trop nombreux et qu'il vaudrait mieux que le FIDA n'ait que quelques fonds multidonateurs mais à vocation bien précise. Il est souligné toutefois qu'en matière de financement multidonateur, ce sont en définitive les reconstitutions qui confirment le soutien des membres du FIDA à ses opérations.

15. En conclusion, il est reconnu de manière générale que trois critères sont importants en ce qui concerne les fonds supplétifs: premièrement, la politique relative à leur utilisation doit être cohérente avec les politiques opérationnelles générales et les priorités du FIDA; deuxièmement, ces fonds doivent être gérés sur la base du recouvrement des coûts; et troisièmement, le volume des fonds supplétifs doit représenter une proportion raisonnable des ressources totales du FIDA.

f) Rapport du Comité d'audit

16. Présentant le rapport du Comité d'audit (document EB 2002/77/R.7), M. Alain Guillouët, Président par intérim du Comité, commence par louer le travail et le dévouement du Président sortant, M. Anthony Beattie. Les administrateurs se joignent à lui pour faire l'éloge de la contribution que celui-ci n'a cessé d'apporter aux travaux du Comité au cours des cinq années de sa présidence et la direction lui exprime ses remerciements pour les services qu'il a rendus au FIDA.

17. Le Conseil d'administration approuve le rapport du Comité d'audit et notamment:

- autorise le prélèvement d'un montant de 3,6 millions de USD sur les ressources du FIDA en 2002 en tant que charge ponctuelle afin de couvrir le déficit actuariel au 31 décembre 2001 du plan d'assurance maladie après cessation de service;
- recommande au Conseil des gouverneurs la création d'une entité juridiquement distincte, à savoir un fonds fiduciaire auprès duquel seront virés des fonds constituant l'actif du plan d'assurance maladie après cessation de service; et
- approuve la modification du principe comptable applicable aux dons autres que ceux provenant du MFDP de sorte qu'ils soient soumis au même traitement que d'autres transactions similaires dans les états financiers du Fonds, conformément aux normes comptables en vigueur. Ces dons seront comptabilisés comme charges (parallèlement à l'engagement correspondant) dès leur approbation par le Conseil d'administration ou la personne dûment mandatée. Les annulations de soldes non décaissés seront inscrites en compensation de charges de l'exercice pendant lequel elles ont été opérées. L'imputation totale nette figurera comme élément distinct, à la suite des dépenses d'administration, dans l'état des activités et des variations de l'actif net. Des indications détaillées sur l'imputation nette, y compris son effet cumulatif sur les actifs nets du Fonds, figureront dans les notes relatives aux états financiers.

**C. Consultation sur la sixième reconstitution des ressources du FIDA
(point 4 de l'ordre du jour)**

a) Rapport sur la quatrième session de la Consultation

18. Le Conseil d'administration examine le rapport sur la quatrième session de la Consultation sur la sixième reconstitution des ressources du FIDA (document EB 2002/77/R.8), qui a été complété par une communication orale faisant le point des travaux en cours et des résultats attendus de la cinquième session de la Consultation.



b) Proposition pour renforcer la présence du FIDA sur le terrain en développant les capacités dans les pays

19. Le Conseil d'administration examine la proposition pour renforcer la présence du FIDA sur le terrain en développant les capacités dans les pays (document EB 2002/77/R.9) résumant les conclusions et recommandations issues des délibérations qui ont eu lieu au cours des deux sessions précédentes de la Consultation et exprime sa satisfaction. Notant que le Fonds a pris des dispositions novatrices pour renforcer les capacités dans plusieurs pays, le Conseil demande qu'on entreprenne une analyse rapide de quinze pays où sont menées des activités pertinentes dans les différentes régions et formule des recommandations sur la base de cette analyse afin de poursuivre l'examen de la question à sa session de septembre 2003. Comme le mentionne le document EB 2002/77/R.9/Rev.1, il est suggéré qu'un groupe de travail ad hoc du Conseil d'administration, composé de représentants des trois listes soit créé pour accompagner ce processus. Enfin, il est décidé que ces analyses seront financées sur les ressources budgétaires existantes, complétées le cas échéant par tous fonds supplétifs qui pourront être mobilisés à cet effet.

D. Outils de décision en matière de financement rural (point 5 de l'ordre du jour)

20. Le Conseil d'administration est saisi d'un résumé du document relatif aux outils de décision en matière de financement rural (EB 2002/77/R.10), présentant un ensemble de directives relatives à la mise en application de la politique de financement rural du FIDA dans le cadre des programmes qu'il exécute. Les administrateurs expriment leur satisfaction quant à l'efficacité de ces outils, qui offrent aux chargés de portefeuilles de pays, aux personnels des projets et aux consultants des conseils opérationnels sur les aspects clés du financement rural et sur l'incidence qu'ils ont sur les interventions du FIDA à tous les stades du cycle des projets.

E. Participation du FIDA à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (point 6 de l'ordre du jour)

21. Le Conseil d'administration examine le rapport de situation 2002 sur la participation du FIDA à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTTE) publié sous la cote EB 2002/77/R.11, indiquant également l'état d'avancement de cette initiative et l'évolution de la politique suivie à cet égard. Le débat a de nouveau porté sur les efforts que déploie le Fonds pour mobiliser des ressources extérieures supplémentaires afin de contribuer à financer sa participation à l'initiative. Le Japon estime, pour sa part, que la situation financière du FIDA lui permet de couvrir le coût de l'initiative en faisant appel à ses ressources internes, tout en reconnaissant que cela entraînera une réduction du programme de prêts, qui pourrait toutefois être compensée par un recours accru au PEA. De l'avis général, il ne devrait pas être nécessaire, en principe, de réserver au FIDA des ressources du Fonds fiduciaire PPTTE administré par la Banque mondiale, mais il est admis qu'à titre temporaire cette solution n'est pas à négliger. L'Administrateur pour la Norvège annonce que son pays envisage l'affectation d'un montant équivalant à 5-6 millions de USD sur sa contribution au Fonds fiduciaire au titre de l'allègement de la dette due au FIDA. Enfin, le Conseil convient qu'un document d'information sur la teneur du rapport de situation présenté dans le document EB 2002/77/R.11/Rev.1 pourrait être soumis à la prochaine session du Conseil des gouverneurs.

F. Procédure d'examen de l'exposé des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP) par le Conseil d'administration (point 7 de l'ordre du jour)

22. Le Conseil d'administration examine la procédure d'examen des exposés des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP) par le Conseil d'administration (document EB 2002/77/R.12), qui est à l'essai depuis avril 2001. Il approuve les recommandations formulées dans le document quant au champ, à la teneur et à l'utilisation des COSOP, à leur processus



d'élaboration, à la procédure d'examen de ceux-ci par le Conseil et à leur diffusion. Lors de l'examen de ces recommandations, les administrateurs présentent de nouvelles suggestions sur la possibilité d'établir un ordre de priorité pour l'examen des COSOP par le Conseil d'administration, compte tenu du nombre de COSOP en question, et sur la mesure dans laquelle il est nécessaire de lier l'élaboration des COSOP aux documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). La direction a souligné que le lien entre ces deux documents devrait et doit aboutir en fin de compte à l'appropriation de la stratégie par le pays, condition primordiale de l'efficacité du programme de pays soutenu par le FIDA.

G. Exposés des options et stratégies d'intervention par pays (point 8 de l'ordre du jour)

a) République dominicaine

23. Le Conseil d'administration approuve le COSOP concernant la République dominicaine (document EB 2002/77/R.13). Les administrateurs expriment leur satisfaction pour cette étude stratégique. Un administrateur demande des explications sur le statut des personnes en transit et sur sa cohérence avec les lois de la République dominicaine ainsi que sur la proposition du FIDA relative à la régularisation des questions de citoyenneté.

24. L'explication juridique demandée est fournie, et il est précisé que le Président de la République dominicaine, M. Hipólito Mejía et son gouvernement ont demandé au FIDA de les aider à résoudre la situation des migrants permanents provenant de Haïti. Ceux-ci font déjà partie de la société rurale dominicaine, sont considérés comme les plus pauvres parmi les pauvres et c'est à eux que le projet du FIDA, approuvé au paragraphe 35, consacrerait une part importante de ses activités.

b) Rwanda

25. Le Conseil d'administration examine le COSOP relatif à la République rwandaise (document EB 2002/77/R.14) et estime que ce document présente avec clarté la situation du secteur agricole du pays et définit les priorités du développement de ce secteur conformément au DSRP. Le Conseil recommande le renforcement de la coordination des efforts de développement du Fonds et de ceux des autres donateurs, de manière à assurer l'utilisation optimale des ressources mises à la disposition du pays par la communauté internationale. Il demande en outre qu'une attention particulière soit accordée aux progrès réalisés par le processus de décentralisation en matière tant de planification du développement que de maîtrise des ressources financières aux niveaux des secteurs et des cellules.

H. Propositions de projets/programmes présentées au Conseil d'administration pour examen (point 9 de l'ordre du jour)

26. Le Conseil d'administration examine les propositions de projets/programmes ci-dessous:

a) Afrique I

i) Niger: Projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié

27. Le Conseil d'administration étudie la proposition de projet contenue dans le document EB 2002/77/R.15 ainsi que ses additif et supplément et adopte la résolution suivante:

“DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République du Niger un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à sept millions six cent mille droits de tirage spéciaux (7 600 000 DTS) venant à échéance le 15 novembre 2042 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”



- ii) *Nigéria: Programme de gestion communautaire des ressources naturelles - Delta du Niger*

28. Le Conseil d'administration étudie la proposition de programme contenue dans le document EB 2002/77/R.16 ainsi que ses additif et supplément et adopte la résolution suivante:

“DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République fédérale du Nigéria un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à onze millions trois cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (11 350 000 DTS) venant à échéance le 10 septembre 2042 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”

29. Le Conseil d'administration approuve le prêt au Nigéria sous réserve que, en cas de changement important apporté aux conditions présentées au Conseil, au cours des négociations, celui-ci en soit avisé à sa prochaine session.

b) Afrique II

- i) *Kenya: Projet pilote de gestion des ressources naturelles dans le secteur est du Mont Kenya*

30. Le Conseil d'administration étudie la proposition de projet contenue dans le document EB 2002/77/R.18 ainsi que ses additif et supplément et adopte la résolution suivante:

“DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République du Kenya un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à douze millions sept cent mille droits de tirage spéciaux (12 700 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} décembre 2042 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”

- ii) *Rwanda: Projet de développement des cultures de rente et d'exportation*

31. Le Conseil d'administration étudie la proposition de projet contenue dans le document EB 2002/77/R.19 ainsi que ses additif et supplément et adopte la résolution suivante:

“DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République rwandaise un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à douze millions trois cent mille droits de tirage spéciaux (12 300 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} octobre 2042 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”

c) Asie et Pacifique

- i) *Chine: Programme de protection de l'environnement et de réduction de la pauvreté dans le Ningxia et le Shanxi*

32. Le Conseil d'administration étudie la proposition de programme contenue dans le document EB 2002/77/R.20 ainsi que ses additif et supplément et adopte la résolution suivante:



“DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République populaire de Chine un prêt en diverses monnaies d’un montant équivalant à vingt et un millions neuf cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (21 950 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} décembre 2042 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d’une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l’an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d’administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”

- ii) *Indonésie: Programme d'autonomisation des communautés locales à Kalimantan Est*

33. Le Conseil d’administration étudie la proposition de programme contenue dans le document EB 2002/77/R.22 ainsi que ses additif et supplément et adopte la résolution suivante:

“DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République d’Indonésie un prêt en diverses monnaies d’un montant équivalant à quinze millions cent mille droits de tirage spéciaux (15 100 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} septembre 2042 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d’une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l’an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d’administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”

34. Le prêt en faveur du programme d'autonomisation des communautés locales à Kalimantan Est en Indonésie est formulé et approuvé au titre du mécanisme flexible de financement.

d) **Amérique latine et Caraïbes**

- i) *République dominicaine: Programme de développement socioéconomique en faveur des populations vulnérables des provinces frontalières*

35. Le Conseil d’administration étudie la proposition de programme contenue dans le document EB 2002/77/R.23 ainsi que ses additif et supplément et adopte la résolution suivante:

“DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République dominicaine un prêt en diverses monnaies d’un montant équivalant à dix millions six cent mille droits de tirages spéciaux (10 600 000 DTS) venant à échéance le 15 juillet 2020 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d’un taux d’intérêt équivalant au taux d’intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d’administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”

- ii) *Pérou: Projet de renforcement des marchés et de diversification des moyens d'existence dans la sierra méridionale*

36. Le Conseil d’administration étudie la proposition de projet contenue dans le document EB 2002/77/R.24 ainsi que ses additif et supplément et adopte la résolution suivante:

“DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République du Pérou un prêt en diverses monnaies d’un montant équivalant à douze millions cent mille droits de tirage spéciaux (12 100 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} février 2021 et avant cette date et portant un taux d’intérêt égal au taux d’intérêt annuel de référence fixé chaque année par le Fonds. Ce prêt sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d’administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”

e) **Proche-Orient et Afrique du Nord**

i) *Djibouti: Projet de développement du microfinancement et de la microentreprise*

37. Le Conseil d'administration étudie la proposition de projet contenue dans le document EB 2002/77/R.25 ainsi que ses additif et supplément et adopte la résolution suivante:

“DÉCIDE: que le Fonds fera à la République de Djibouti un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à deux millions sept cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (2 750 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} décembre 2042 et avant cette date et assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Ce prêt sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”

ii) *Égypte: Deuxième projet de gestion des ressources dans la région de Matruh*

38. Le Conseil d'administration étudie la proposition de projet contenue dans le document EB 2002/77/R.21 ainsi que ses additif et supplément et adopte la résolution suivante:

“DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République arabe d'Égypte un prêt d'un montant équivalant à neuf millions six cent mille droits de tirage spéciaux (9 600 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} mars 2023 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant à 50% du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”

iii) *Syrie: Projet de développement rural dans la région d'Idleb*

39. Le Conseil d'administration étudie la proposition de projet contenue dans le document EB 2002/77/R.26 ainsi que ses additif et supplément et adopte la résolution suivante:

“DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République arabe syrienne un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à treize millions trois cent mille droits de tirage spéciaux (13 300 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} décembre 2042 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”

40. Ayant déclaré ne pas être en mesure de s'associer au consensus sur l'approbation du projet proposé pour la Syrie, l'Administrateur pour les États-Unis s'abstient en conséquence.

I. Propositions de dons présentées au Conseil d'administration pour examen (point 10 de l'ordre du jour)

41. Le Conseil d'administration examine les propositions de dons ci-après:

a) **Dons d'assistance technique pour la recherche et la formation agricoles menées par des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI**

42. Le Conseil d'administration examine les propositions de dons présentées dans le document EB 2002/77/R.27 et approuve ces dons d'assistance technique en adoptant les résolutions suivantes:



“DÉCIDE: Que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme de mise au point et d’application de techniques durables de lutte intégrée contre les ravageurs et les maladies du manioc en Afrique subsaharienne, accordera un don ne dépassant pas un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD) à l’Institut international d’agriculture tropicale (IITA) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d’administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

DÉCIDE EN OUTRE: Que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme de collaboration tendant à accélérer l’adoption de technologies pour améliorer les moyens de subsistance ruraux dans les plaines d’agriculture pluviale du Gange, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à l’Institut international de recherche sur le riz (IRRI) et au Centre international pour l’amélioration du maïs et du blé (CIMMYT) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d’administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

DÉCIDE EN OUTRE: Que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme d’autonomisation des ruraux pauvres dans des pays de la région Proche-Orient et Afrique du Nord dont les institutions sont instables, accordera un don ne dépassant pas neuf cent trente et un mille dollars des États-Unis (931 000 USD) à l’Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d’administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”

b) **Don d’assistance technique au Bureau des Nations Unies pour les services d’appui aux projets (UNOPS) pour le programme FIDAFRIQUE II: Création d’un réseau régional d’information en Afrique de l’Ouest et du Centre**

43. Le Conseil d’administration examine les renseignements figurant dans le document EB 2002/77/R.28 et approuve le don d’assistance technique en adoptant la résolution suivante:

“DÉCIDE: Que, dans le but de financer le programme FIDAFRIQUE II: Création d’un réseau régional d’information en Afrique de l’Ouest et du Centre - pour trois ans, le Fonds accordera un don d’un montant ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) au Bureau des Nations Unies pour les services d’appui aux projets (UNOPS), selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d’administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”

J. Activités prévues au titre des projets (point 11 de l’ordre du jour)

44. Le Conseil d’administration examine les documents relatifs aux activités prévues au titre des projets (EB 2002/77/R.29 et additifs) et prend note des informations données sur les programmes et projets de la réserve. Le Conseil note par ailleurs que la direction a l’intention de présenter, dans le prochain document sur les activités prévues au titre des projets, un aperçu liant les activités de la réserve au Cadre stratégique du FIDA.

K. Rapport intérimaire sur le Programme de reconfiguration des processus (Programme de transformation stratégique) (point 12 de l’ordre du jour)

45. Le Conseil d’administration examine le rapport intérimaire sur le Programme de reconfiguration des processus (Programme de transformation stratégique) (document EB 2002/77/R.30) et prend acte des résultats obtenus au terme de la phase de planification récemment achevée ainsi que des divers

aspects de la phase d'exécution qui suivra et devrait se terminer en octobre 2003. Le Conseil note également que le rapport intérimaire sera présenté à la prochaine session du Conseil des gouverneurs.

**L. Rapport intérimaire sur FIDA V: Plan d'action (2000-2002)
(point 13 de l'ordre du jour)**

46. Ayant examiné le rapport intérimaire sur FIDA V: Plan d'action (2000-2002) (document EB 2002/77/R.31), le Conseil d'administration recommande qu'il soit soumis au Conseil des gouverneurs, à sa session de février 2003.

M. Rapport intérimaire sur le Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CLD) (point 14 de l'ordre du jour)

47. Le Conseil d'administration prend note du rapport intérimaire sur le Mécanisme mondial de la CLD (EB 2002/77/R.32) et convient de le soumettre au Conseil des gouverneurs, à sa session de février 2003.

N. Rapport de situation de la Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté (point 15 de l'ordre du jour)

48. Le Conseil d'administration prend note du rapport de situation de la Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté (document EB 2002/77/R.33) et convient de le soumettre au Conseil des gouverneurs, à sa session de février 2003.

O. Projet d'ordre du jour provisoire et programme des activités de la session du Conseil des gouverneurs marquant le vingt-cinquième anniversaire du FIDA (point 16 de l'ordre du jour)

49. Le Conseil d'administration approuve le projet d'ordre du jour provisoire et programme des activités de la session du Conseil des gouverneurs marquant le vingt-cinquième anniversaire du FIDA (EB 2002/77/R.34/Rev.1) et note avec satisfaction que le programme du Conseil des gouverneurs reste établi selon la formule qui a été introduite avec succès à sa dernière session.

P. Autres questions (point 17 de l'ordre du jour)

a) Demande d'admission à la qualité de membre non originaire

50. Le Conseil d'administration examine la demande d'admission à la qualité de membre non originaire présentée par la République démocratique du Timor-Leste (document EB 2002/77/R.35) et recommande au Conseil des gouverneurs d'agréer cette demande à sa session de février 2003 marquant le vingt-cinquième anniversaire du FIDA.

b) Dates des sessions du Conseil d'administration en 2004

51. Le Conseil d'administration approuve les dates de ses sessions pour 2004 telles que contenues dans le document EB 2002/77/R.36 et décide à titre provisoire d'avancer d'une semaine la tenue de la session d'avril 2003. Les dates qui ont été confirmées à la suite de cette session sont les mercredi et jeudi 9 et 10 avril 2003.

c) Rapport de situation sur les locaux du siège du FIDA

52. Le Conseil d'administration prend note du dernier rapport oral qui lui a été présenté sur les travaux de rénovation des locaux du siège du FIDA.



d) Questions de personnel

53. À la demande du Coordonnateur de la liste C, le Conseil d'administration prend note des avis formulés par plusieurs administrateurs en ce qui concerne la répartition géographique du personnel au sein du FIDA. Il est décidé qu'à sa soixante-dix-huitième session en avril 2003, le Conseil serait saisi d'un rapport donnant des précisions sur la composition actuelle du personnel du Fonds et qui servira de base à un examen plus approfondi.

e) Composition du Conseil d'administration

54. À la demande également du Coordonnateur de la liste C, le Conseil d'administration examine un point supplémentaire de l'ordre du jour concernant l'examen de la composition du Conseil d'administration en vue de renforcer la représentation des membres de la liste C. Il est convenu que des consultations plus approfondies entre les États membres sont nécessaires.

f) Approbation de la diffusion des documents

55. Le Conseil d'administration autorise la mise en circulation des documents approuvés à sa soixante-dix-septième session, et note que ces documents seront ensuite diffusés sur le site public web du FIDA.



IFAD
INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT
Executive Board – Seventy-Seventh Session
Rome, 10-11 December 2002

قائمة بالمشاركين في الدورة السابعة والسبعين
للمجلس التنفيذي

**LIST OF PARTICIPANTS AT THE SEVENTY-SEVENTH SESSION
OF THE EXECUTIVE BOARD**

**LISTE DES PARTICIPANTS A LA SOIXANTE-DIX-SEPTIEME SESSION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**LISTA DE LOS PARTICIPANTES EN EL 77º PERIODO DE SESIONES
DE LA JUNTA EJECUTIVA**



عضو

Member
Membre
Miembro

عضو مناوب

Alternate Member
Membre suppléant
Miembro suplente

LIST A

Canada

Charles PARKER
Counsellor (Development)
Alternate Permanent Representative
of Canada to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

France

Alain GUILLOUËT
Ministre Conseiller
Chef de la Mission économique
Ambassade de France
Berne

Germany

Rudolf Josef HUBER
First Counsellor
Alternate Permanent Representative
of the Federal Republic of Germany
to IFAD
Rome

Italy

Augusto ZODDA
Directeur général
Affaires générales, personnel et
processus organisationnels
Ministère de l'économie et des finances
Département du Trésor
Rome

Spain

Luis CUESTA CIVÍS
Primer Secretario
Embajada de España
Roma

Belgium

Bernard DE SCHREVEL
Premier Secrétaire
Coopération internationale
Représentant permanent suppléant
du Royaume de Belgique
auprès du FIDA
Rome

Switzerland

Lothar CAVIEZEL
Conseiller scientifique principal
Direction du développement
et de la coopération
Département fédéral des
affaires étrangères
Berne

Portugal

Carlos Manuel DOS SANTOS FIGUEIREDO
Head of Department
Coordination of International Relations
General Directorate for European
and International Affairs
Ministry of Finance
Lisbon



ANNEXE I

عضو

Member
Membre
Miembro

عضو مناوب

Alternate Member
Membre suppléant
Miembro suplente

Japan

Masaharu SATO
Counsellor
Embassy of Japan
Rome

Denmark

Jorgen MAERSK-PEDERSEN
Minister
Permanent Representative of the
Kingdom of Denmark to IFAD
Rome

Norway

Margaret SLETTEVOLD
Minister Counsellor
Permanent Representative of the
Kingdom of Norway to IFAD
Rome

Sweden

Michael ODEVALL
Minister
Permanent Representative of the
Kingdom of Sweden to IFAD
Rome

United Kingdom

Peter REID
First Secretary (Development)
Permanent Representation of the
United Kingdom to the United
Nations Food and Agriculture
Agencies
Rome

Netherlands

Jeroen T.M.G. STEEGHS
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the Kingdom of The Netherlands
to the United Nations Organizations
for Food and Agriculture
Rome

United States

Mark M. JASKOWIAK
Director
Office of Specialized
Development Institutions
Department of the Treasury
Washington, D.C.

Australia

Karen SANDERCOCK
Adviser (Development Cooperation)
Australian Embassy
Rome



عضو

Member
Membre
Miembro

عضو مناوب

Alternate Member
Membre suppléant
Miembro suplente

LIST B

Kuwait

Hesham I. AL-WAQAYAN
Deputy Director-General
Operations and Disbursement
Kuwait Fund for Arab
Economic Development
Kuwait City

United Arab Emirates

Majed Ali Ahmed OMRAN AL SHAMSI
Assistant Director
Revenue Department
Ministry of Finance and Industry
Dubai

Nigeria

Gabriel LOMBIN
Minister
Permanent Representative of the
Federal Republic of Nigeria
to the United Nations Food
and Agriculture Agencies
Rome

Saudi Arabia

Indonesia

Natigor SIAGIAN
Assistant Minister for Agriculture
and Director
Bureau for International Cooperation
Department of Agriculture
Jakarta

Venezuela

Douglas UNGREDDA
Vice-Presidente
Promoción y Desarrollo
Banco de Desarrollo Económico y
Social de Venezuela (BANDES)
Caracas

Algeria

Larbi BOUMAZA
Directeur d'études
Direction générale du budget
Ministère des finances
Alger



عضو

Member
Membre
Miembro

عضو مناوب

Alternate Member
Membre suppléant
Miembro suplente

LIST C

SUB-LIST C1 - Africa

Angola

Kiala Kia MATEVA
Conseiller
Représentant permanent adjoint
de la République d'Angola
auprès du FIDA
Rome

Egypt

Mariam MOUSA
Agricultural Minister
Deputy Permanent Representative
of the Arab Republic of Egypt
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

Tunisia

Kamel BEN REJEB
Directeur général de la coopération
financière multilatérale
Ministère du développement et
de la coopération internationale
Tunis

Eritrea

Yohannes TENSUE
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of the State of Eritrea to IFAD
Rome

LIST C

SUB-LIST C2 - Europe, Asia and the Pacific

China

TANG Zhengping
Director-General
Department of International
Cooperation
Ministry of Agriculture
Beijing

Pakistan

Adnan BASHIR KHAN
Agricultural Counsellor
Alternate Permanent Representative
of the Islamic Republic of Pakistan
to IFAD
Rome

India

Adarsh KISHORE
Additional Secretary (Fund Banking)
Department of Economic Affairs
Ministry of Finance
New Delhi

Romania

Ioan PAVEL
Conseiller
Direction pour les Nations Unies
Ministère des affaires
étrangères
Bucarest



عضو

Member
Membre
Miembro

عضو مناوب

Alternate Member
Membre suppléant
Miembro suplente

LIST C

SUB-LIST C3 - Latin America and the Caribbean

Brazil

Patricia GOÉS BAKAJ
Deputy Secretary of International Affairs
Ministry of Planning, Budget and
Management
Brasilia, D.F.

Mexico

Víctor Hugo MORALES MELÉNDEZ
Consejero
Representante Permanente Adjunto
de los Estados Unidos Mexicanos
ante el FIDA
Roma

Panama

Horacio J. MALTEZ
Ministro Consejero
Representante Permanente Adjunto
de la República de Panamá
ante el FIDA
Roma

Argentina

Ariel FERNÁNDEZ
Secretario
Representante Permanente Alterno
de la República Argentina
ante el FIDA
Roma

**LISTE DES DOCUMENTS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION
A SA SOIXANTE-DIX-SEPTIEME SESSION**

Cote	Point de l'ordre du jour	Titre
EB 2002/77/R.1/Rev.1	2	Ordre du jour provisoire
EB 2002/77/R.1/Rev.1/Add.1	2	Calendrier de travail de la session
EB 2002/77/R.2 + Add.1	3 a)	État des contributions à la cinquième reconstitution des ressources du FIDA
EB 2002/77/R.3	3 b)	Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le troisième trimestre de 2002
EB 2002/77/R.4 + Add.1	3 c)	Ressources disponibles pour engagement
EB 2002/77/R.5	3 d)	Programme de travail et budget administratif du FIDA pour 2003
EB 2002/77/R.6	3 e)	La politique du FIDA relative aux ressources supplétives
EB 2002/77/R.7	3 f)	Rapport du Comité d'audit
EB 2002/77/R.8	4 a)	Rapport sur la quatrième session de la Consultation
EB 2002/77/R.9 + C.R.P.1*	4 b)	Proposition pour renforcer la présence du FIDA sur le terrain en développant les capacités dans les pays
EB 2002/77/R.10	5	Outils de décision en matière de financement rural
EB 2002/77/R.11	6	Participation du FIDA à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés: Rapport de situation 2002
EB 2002/77/R.12	7	Procédure d'examen de l'exposé des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP) par le Conseil d'administration
EB 2002/77/R.13	8 a)	République dominicaine: Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (COSOP)
EB 2002/77/R.14	8 b)	Rwanda: Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (COSOP)
EB 2002/77/R.15 + Add.1 + Sup.1	9 a) i)	Niger: Projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié
EB 2002/77/R.16 + Add.1 + Sup.1	9 a) ii)	Nigéria: Programme de gestion communautaire des ressources naturelles – Delta du Niger

* Anglais seulement

ANNEXE II

Cote	Point de l'ordre du jour	Titre
EB 2002/77/R.18 + Add.1 + Sup.1	9 b) i)	Kenya: Projet pilote de gestion des ressources naturelles dans le secteur est du Mont Kenya
EB 2002/77/R.19 + Add.1 + Sup.1	9 b) ii)	Rwanda: Projet de développement des cultures de rente et d'exportation
EB 2002/77/R.20 + Add.1 + Sup.1	9 c) i)	Chine: Programme de protection de l'environnement et de réduction de la pauvreté dans le Ningxia et le Shanxi
EB 2002/77/R.22 + Add.1 + Sup.1	9 c) ii)	Indonésie: Programme d'autonomisation des communautés locales à Kalimantan Est
EB 2002/77/R.23 + Add.1 + Sup.1	9 d) i)	République dominicaine: Programme de développement socioéconomique en faveur des populations vulnérables des provinces frontalières
EB 2002/77/R.24 + Add.1 + Sup.1	9 d) ii)	Pérou: Projet de renforcement des marchés et de diversification des moyens d'existence dans la sierra méridionale
EB 2002/77/R.25 + Add.1 + Sup.1	9 e) i)	Djibouti: Projet de développement du microfinancement et de la microentreprise
EB 2002/77/R.21 + Add.1 + Sup.1	9 e) ii)	Égypte: Deuxième projet de gestion des ressources dans la région de Matruh
EB 2002/77/R.26 + Add.1 + Sup.1	9 e) iii)	Syrie: Projet de développement rural dans la région d'Idleb
EB 2002/77/R.27	10 a)	Dons d'assistance technique pour la recherche et la formation agricoles menées par des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI
EB 2002/77/R.28 + Add.1	10 b)	Don d'assistance technique au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) pour le programme FIDAFRIQUE II: Création d'un réseau régional d'information en Afrique de l'Ouest et du Centre
EB 2002/77/R.29 + Add.1 + Add.2 + Add.3	11	Activités prévues au titre des projets 2002–2003
EB 2002/77/R.30	12	Rapport intérimaire sur le Programme de reconfiguration des processus (Programme de transformation stratégique)
EB 2002/77/R.31	13	Rapport intérimaire sur FIDA V: Plan d'action (2000-2002)
EB 2002/77/R.32	14	Rapport intérimaire sur le Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique

ANNEXE II

Cote	Point de l'ordre du jour	Titre
EB 2002/77/R.33	15	Rapport de situation de la Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté
EB 2002/77/R.34/Rev.1	16	Projet d'ordre du jour provisoire et programme des activités de la session du Conseil des gouverneurs marquant le vingt-cinquième anniversaire du FIDA
EB 2002/77/R.35	17 a)	Demande d'admission à la qualité de membre non originaire
EB 2002/77/R.36	17 b)	Dates des sessions du Conseil d'administration en 2004
EB 2002/77/INF.1		Arrangements pour la soixante-dix-septième session du Conseil d'administration
EB 2002/77/INF.2/Rev.1		Liste des fonctionnaires du FIDA chargés de la préparation des exposés des options et stratégies d'intervention par pays, ainsi que des propositions de prêt, de don et d'allégement de dette présentées à la soixante-dix-septième session du Conseil d'administration
EB 2002/77/INF.3		Mise en œuvre du premier cycle du Programme du fonds de développement en zone sahélienne, au Mali, financé au titre du Mécanisme flexible de financement
EB 2002/77/INF.4/Rev.1		Liste des participants à la soixante-dix-septième session du Conseil d'administration
EB 2002/77/INF.5		Rapport de situation sur le remboursement du principal et le règlement des intérêts
EB 2002/77/INF.6*		Discours de clôture du Président Bâge à la soixante-dix-septième session du Conseil d'administration
EB 2002/77/INF.7*		Résumé des propositions de projets, programmes et dons examinées par le Conseil d'administration

* Anglais seulement



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Soixante-dix-septième session
Rome, 10-11 décembre 2002

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Questions financières
 - a) État des contributions à la cinquième reconstitution des ressources du FIDA
 - b) Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le troisième trimestre de 2002
 - c) Ressources disponibles pour engagement
 - d) Programme de travail et budget administratif du FIDA pour 2003
 - e) La politique du FIDA relative aux ressources supplétives
 - f) Rapport du Comité d'audit
4. Consultation sur la sixième reconstitution des ressources du FIDA
 - a) Rapport sur la quatrième session de la Consultation
 - b) Proposition pour renforcer la présence du FIDA sur le terrain en développant les capacités dans les pays
5. Outils de décision en matière de financement rural
6. Participation du FIDA à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés
7. Procédure d'examen de l'exposé des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP) par le Conseil d'administration
8. Exposés des options et stratégies d'intervention par pays:
 - a) République dominicaine
 - b) Rwanda



9. Propositions de projets/programmes présentées au Conseil d'administration pour examen
 - a) Afrique I
 - i) Niger: Projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié
 - ii) Nigéria: Programme de gestion communautaire des ressources naturelles – Delta du Niger
 - b) Afrique II
 - i) Kenya: Projet pilote de gestion des ressources naturelles dans le secteur est du Mont Kenya
 - ii) Rwanda: Projet de développement des cultures de rente et d'exportation
 - c) Asie et Pacifique
 - i) Chine: Programme de protection de l'environnement et de réduction de la pauvreté dans le Ningxia et le Shanxi
 - ii) Indonésie: Programme d'autonomisation des communautés locales à Kalimantan Est
 - d) Amérique latine et Caraïbes
 - i) République dominicaine: Programme de développement socioéconomique en faveur des populations vulnérables des provinces frontalières
 - ii) Pérou: Projet de renforcement des marchés et de diversification des moyens d'existence dans la sierra méridionale
 - e) Proche-Orient et Afrique du Nord
 - i) Djibouti: Projet de développement du microfinancement et de la microentreprise
 - ii) Égypte: Deuxième projet de gestion des ressources dans la région de Matruh
 - iii) Syrie: Projet de développement agricole dans la région d'Idleb
10. Propositions de dons présentées au Conseil d'administration pour examen
 - a) Dons d'assistance technique pour la recherche et la formation agricoles menées par des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI
 - b) Don d'assistance technique au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) pour le programme FIDAFRIQUE II: Création d'un réseau régional d'information en Afrique de l'Ouest et du Centre
11. Activités prévues au titre des projets
12. Rapport intérimaire sur le Programme de reconfiguration des processus (Programme de transformation stratégique)
13. Rapport intérimaire sur FIDA V: Plan d'action (2000-2002)



ANNEXE III

14. Rapport intérimaire sur le Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
15. Rapport de situation de la Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté
16. Projet d'ordre du jour provisoire et programme des activités de la session du Conseil des gouverneurs marquant le vingt-cinquième anniversaire du FIDA
17. Autres questions
 - a) Demande d'admission à la qualité de membre non originaire
 - b) Dates des sessions du Conseil d'administration en 2004
 - c) Rapport de situation sur les locaux du siège du FIDA
 - d) Questions de personnel
 - e) Composition du Conseil d'administration
 - f) Approbation de la diffusion des documents

